

J'ai été chargé de vous présenter un rapport pour l'installation de la Commission « Transformations du Parti ».

Avant d'entrer dans le vif du sujet, je veux faire une remarque préalable pour limiter nettement et volontairement mon propos. Le rapport que j'ai à vous présenter aujourd'hui visera à dégager une méthode et des axes de travail et non pas de proposer des réponses. Je vais essayer de dégager des lignes forces pour notre réflexion commune. Evidemment, elles sont soumises à la réflexion, au débat et à l'enrichissement. En clair, l'une des conditions de la réussite du travail de la Commission est qu'il soit l'aboutissement d'une réflexion réellement collective.

Je veux dire également clairement ma détermination devant le chantier de « transformation du Parti ». La situation actuelle ne satisfait personne. Elle doit changer. Je sais l'impatience. Je mesure les défis concrets et théoriques qui sont devant nous. Aujourd'hui, je veux proposer une méthode, des idées, pas un « big-bang ». A quelques-uns, nous pouvons être persuadés d'avoir les meilleures idées du monde, ces idées ne sont rien si elles ne sont pas profondément partagées par le collectif humain que nous sommes.

A celles et ceux qui dans leur engagement militant éprouvent le besoin d'un parti révolutionné, je veux leur dire simplement que plutôt que de proclamer une énième « révolution », nous avons besoin de la faire.

## **1 ) LE MANDAT DE LA COMMISSION, NOTRE DECISION DE CONGRES**

Nous avons reçu du Congrès national un mandat clair quant au rôle de cette Commission et au périmètre de sa réflexion. Le Congrès national, à la suite d'un long débat, a fait un choix majoritaire : celui du PCF et de sa transformation. Ce choix nous engage et constitue le mandat impératif de la Commission.

Je vous rappelle la lettre de la décision du Congrès : « Sur la base de l'exigence d'une profonde transformation démocratique de notre Parti et des expérimentations que nous engageons, une commission nationale sera créée dès après le Congrès sous la responsabilité du Conseil national. Composée notamment de secrétaires de section, de responsables de fédération, d'élus... Elle impulsera un travail de réflexion, libre et respectueux de tous, avec les communistes sur le militantisme du XXI<sup>e</sup> siècle, sur les transformations nécessaires du PCF et la révision de nos statuts. Les communistes seront associés et consultés au fur et à mesure de l'avancée du processus. »

Nous avons eu quant à l'avenir du Parti un débat profond lors du Congrès. Si le mandat de la Commission est clair, je veux dire que nous avons besoin des idées, des propositions, du travail de celles et ceux qui parmi nous, lors du Congrès, ont défendu des options différentes. Non pas pour réouvrir le débat, ce n'est pas le rôle de cette Commission. Mais parce qu'il serait stupide de dire que nous sommes mus par des logiques absolument contradictoires. Parce qu'il serait stupide de penser que les interrogations, les problèmes qui ont conduit certains d'entre nous à faire tel ou tel choix ne doivent pas être examinés et discutés. Parce qu'il serait stupide de penser que des idées défendues dans le cadre de logiques différentes de notre choix de Congrès ne peuvent pas être utiles pour le travail de transformation du Parti.

Réfléchir au mandat de la Commission, nous obligent à analyser les circonstances dans lesquelles nous avons été amenés à prendre cette décision.

Commençons par la petite histoire. Si le Congrès a été amené à prendre cette décision, c'est que nous avons collectivement estimé que nous n'étions pas prêts, que le débat n'avait pas produit la cohérence d'idées et de propositions permettant de penser dans les circonstances actuelles le projet que nous voulons.

L'existence même de cette Commission est donc le symptôme d'un problème que nous n'arrivons pas à affronter depuis au moins une décennie. J'ai adhéré en 1996 au PCF, voilà douze ans, à la veille du 29<sup>e</sup> Congrès. Ce Congrès affichait la volonté de construire le communisme du XXI<sup>e</sup> siècle pour le jeune militant que j'étais. Douze ans après, nos débats ont produit des remises en cause, des expériences, parfois des points de vue affirmés mais ils n'ont pas produit une conception commune, partagée du Parti communiste que nous voulons pour l'avenir.

Alors, si depuis tant d'années nous peinons à formuler ce que nous voulons être ensemble, il me semble nécessaire d'opérer des ruptures quant à notre manière de réfléchir et de travailler. Permettez-moi de m'expliquer sur ce point.

### **Des ruptures nécessaires dans notre manière de réfléchir et de travailler**

**Premièrement**, nos textes et nos discours de Congrès ont beaucoup procédé sur le Parti d'une rhétorique de « correction ». Nous avons décidé d'abandonner, de critiquer des « formes anciennes » ou encore « d'ajouter des formes émergentes de militantisme ».

Compiler nos décisions de Congrès sur le Parti, c'est découvrir un mille-feuille. Tantôt nous redécouvrons la proximité, tantôt la révolution informationnelle, tantôt nous théorisons sur les bienfaits de la « transversalité » pour redécouvrir à la campagne suivante le besoin de « centralité ».

Aucun des termes que j'ai cités, « proximité », « révolution informationnelle », « transversalité », « centralité » me semblent devoir nécessairement s'opposer entre eux et pourtant nous le faisons.

Au fond, reprendre le fil de nos débats sur la transformation du PCF montre que notre première difficulté n'est pas d'avoir des idées, des intuitions mais de les connecter entre elles, de formuler une cohérence au regard de la société dans laquelle nous vivons et que nous voulons changer.

J'insiste sur cette idée de cohérence. Il existe dans le Parti le sentiment de beaucoup de militantes et de militants d'être isolés. Tel militant dans son militantisme de cellule, tel autre dans les mobilisations pour la défense des « sans-papiers », celui-ci dans sa tentative de réimplanter le Parti dans une entreprise, cet autre dans son activité d'élu, ce dernier dans sa réflexion et son action sur les questions écologiques. Bref, que l'on prenne le « traditionnel » ou le « nouveau », cette terminologie étant évidemment fautive, le sentiment d'un certain isolement dans l'effort militant prend racine dans la difficulté d'envisager les buts, la méthode, les lignes forces qui unissent les efforts individuels.

La première rupture serait donc de considérer qu'il s'agit surtout de choisir positivement une trajectoire pour la vie de notre parti. Le travail qui est devant nous n'est donc pas pour l'essentiel un travail de négation de ce qui existe. Le travail qui est devant nous est pour l'essentiel un travail de construction d'une conception commune, partagée du militantisme communiste d'aujourd'hui.

**Deuxièmement**, nous avons besoin de partir d'une connaissance du réel, de la réalité du Parti d'aujourd'hui et aussi d'hier. La caricature ou la négation de la réalité sont deux impasses.

Prenons des exemples. La chose est entendue : « nous sommes un parti de vieux » et le NPA est un parti « de jeunes ». Et pourtant, pour la tranche d'âge des moins de trente ans, par rapport au « NPA », nous sommes de très loin le Parti où il y a le plus « de jeunes ». En disant cela, je ne nie pas la réalité des sondages, des électorats, de la sympathie de la jeunesse pour Olivier Besancenot. Je ne nie pas non plus notre faiblesse réelle dans la jeunesse. Je fais simplement remarquer qu'une opinion couramment exprimée va à l'encontre de la réalité des chiffres. Le NPA a 9 000 adhérents au total. Le PCF a 10 000 adhérents de moins de trente ans.

Prenons un deuxième exemple. « Le Parti n'est pas très ouvert sur les questions de société et pas très écolo. » Cette opinion est systématiquement contredite par toutes les études sur les questions de société. Notre électorat et nos militants sont plus féministes, plus égalitaires sur les questions du mariage homo et de l'adoption, plus écolos, massivement antiracistes par rapport à la moyenne de l'électorat qui se déclare « de gauche ».

Prenons un troisième exemple. « Nous sommes meilleurs aux élections locales que nationales ». C'est vrai. Et pourtant, toutes les études montrent une constante : notre potentiel électoral, c'est-à-dire le nombre de citoyens se déclarant prêts à voter pour le PCF est quasiment le même aux élections locales et nationales. Dans un cas, au national, nous le réalisons à 10%, dans d'autres cas, au local, à plus de 80%. Dans ce cas précis, pour les 10 à 15% de l'électorat qui déclarent pouvoir voter pour nous, le problème n'est donc pas fondamentalement l'étiquette « PCF ». Le problème est qu'au plan local nous arrivons dans les cas où nous progressons à identifier notre projet à une idée d'avenir, de progrès, à un projet adapté aux populations et à organiser le rassemblement. Dans l'autre, au plan national, notre projet est vécu comme inadapté, répétitif, déphasé. Au plan national, nous sommes vécus comme une force qui a un passé mais qui n'incarne pas d'avenir.

Conclusion, pour notre réflexion sur la « transformation du Parti » nous avons besoin de réviser nos préjugés, nos opinions, de les confronter avec la réalité. Si par exemple, comme je le rappelais, les militants et les électeurs communistes sont très sensibles aux questions écologiques, si nous constatons que nous avons fait un travail important comme direction nationale sur cette question et que, dans le même temps, nous sommes perçus comme en retard là-dessus, alors il faut en conclure, non pas que nous avons toujours été au niveau, non pas non plus que nous n'avons pas travaillé, non pas qu'il faudrait faire « la leçon » aux militants, mais que nous n'arrivons pas à partager cette réalité de notre projet actuel. Si nous constatons la présence de 10 000 jeunes et que dans le même temps nous n'arrivons pas à en faire un élément de dynamisme, alors ce n'est pas d'abord un problème d'adhésion, c'est que comme parti, dans notre vie, nous passons à côté de ces 10 000 militants. Donc, ce qui est devant nous, c'est aussi se réapproprier la réalité de nos faiblesses et de nos forces, construire une compréhension partagée, collective de ce qu'est aujourd'hui le PCF, pas celui qui a été, pas celui dont nous rêvons, celui qui existe aujourd'hui.

**Troisièmement**, je pense nécessaire, à partir de nos choix de Congrès, d'aborder le travail de la Commission en opérant une rupture concernant le débat sur la crise de la politique et la place des partis.

Le tournant des années 1980, la désespérance à gauche, l'incapacité des partis, dont le nôtre, à affronter la crise politique et sociale ont provoqué dans notre société et bien au-delà ce qu'il est convenu d'appeler la crise de la politique et des partis politiques.

Les causes et les phénomènes sociaux à l'œuvre sont complexes. Il ne m'appartient pas ici de les développer et je veux dire ici nettement mon respect pour la réflexion et l'action de celles et ceux qui à l'instar de l'appel « Nous sommes la gauche » ont cherché des chemins nouveaux.

Force est de constater aujourd'hui qu'une nouvelle période historique est ouverte. Elle est marquée par le retour en force dans de nombreux pays du fait politique comme structurant de la recherche d'alternative.

La crise de la politique n'est pas derrière nous mais elle ne peut plus être le point de départ de notre réflexion. Chacun voit bien, notamment dans les milieux syndicaux, dans la jeunesse et plus largement, un grand retour de l'interrogation économique, sociale, idéologique et politique. Je le répète, ce fait ne fait pas disparaître comme par magie par exemple la crise de la représentation politique. Mais cette question doit aujourd'hui être envisagée différemment que dans la période précédente.

De la même manière, notre décision de Congrès quant au débat sur « la forme Parti » est claire : nous affirmons comme l'un des grands choix majoritaires celui de s'affirmer comme « parti politique ».

Nous avons besoin de tirer les conséquences de cette réalité historique nouvelle et de nos choix collectifs. Pour réfléchir et pour proposer des transformations du Parti communiste français, nous avons besoin d'avoir en ligne de mire l'idée de l'offensive sur la place de la politique et des partis politiques dans les sociétés humaines.

Aristote parlait de l'homme en le qualifiant « d'animal politique ». Le modèle libéral souhaite transformer l'être humain en « sujet économique », en « acteur individuel » mue par un seul facteur : la compétition pour la survie. C'est un thème idéologique majeur de la bourgeoisie, que décrit avec une acuité exceptionnelle les Pinçon-Charlot, que de professer pour les autres, pour les salariés, l'individualisme le plus échevelé et d'avoir pour elle-même, pour la défense de ses propres intérêts, une solidarité et une organisation de classe très développées.

Il y a donc autour de cette question, la place de la politique, le rapport de l'individu au collectif, le rôle des partis politiques, un sujet majeur d'offensive et de transformation pour notre parti.

## **2) LES AXES DE NOTRE TRAVAIL**

A partir des remarques précédentes, je souhaite soumettre au Conseil national trois pistes de travail fondamentales pour notre réflexion. « Qui trop embrasse mal étreint », dit le dicton. Permettez-moi donc d'essayer de pointer quelques grandes questions qui sont devant nous.

**Premièrement, la question de notre culture commune.** J'aimerais vous faire part de trois expériences. La première date de trois, quatre ans. Au hasard d'une manifestation, je rencontre un ancien communiste militant d'ATTAC. On discute. Je lui demande pourquoi il a quitté le Parti, il me répond une chose simple : « Je n'avais plus mon compte au plan intellectuel, le Parti ne m'apportait plus. » Un deuxième exemple. En janvier, je participe à un compte rendu de Congrès et, comme souvent, j'entends un camarade dire : « nous n'avons plus de propositions ». Un troisième exemple : il existe un phénomène étrange mais explicable sur les enjeux de formation où en réalité beaucoup de choses se font dans les fédérations mais où chacun a le sentiment d'être seul à faire.

De quoi tout cela est-il le signe ? C'est à mon sens le signe d'un fait : si nous sommes unis, très profondément, par un engagement et des convictions communes, le Parti n'arrive pas à partager, à forger, à construire une culture communiste commune.

Vouloir pour la société une démocratie avancée, vouloir pour la société l'intervention des citoyens sur tous les grands enjeux, c'est aussi vouloir un parti qui élève les individus, une « organisation apprenante », un parti où le collectif progresse parce qu'il est conscient que l'une des clés est la compréhension et la participation de chaque militant au débat sur les grands enjeux de société.

Ce que nous voulons pour la société, nous devons aussi le vouloir pour le Parti.

Devant le Comité exécutif national, j'ai pris lundi la métaphore de l'archipel. Je la crois juste. Nous sommes, et plus on monte dans les responsabilités plus c'est vrai, un archipel de points de vue, de travaux, de conceptions, de propositions.

Cette question n'est pas une affaire de décision de Congrès ou d'accord politique de direction. Elle est à mon sens plus large, plus grande, plus complexe, plus historique. Elle pose la question pour le collectif humain que nous sommes de la portée de notre choix du communisme. Elle pose la question du rapport aux anticipations de Marx, du rapport à la pensée, à l'éducation populaire, aux intellectuels et à notre propre production d'idées.

Gramsci a beaucoup été cité dans l'après-présidentielle au PCF. Nicolas Sarkozy l'a beaucoup lu avant la présidentielle. Gramsci développe une idée : conquérir le pouvoir, c'est d'abord conquérir les consciences. L'hégémonie politique, c'est d'abord l'hégémonie idéologique et culturelle.

Pour être trivial, si nous voulons être le Parti communiste, alors nous avons besoin de partager une culture communiste commune. Entendons-nous bien. Je ne parle pas d'une nouvelle orthodoxie. Je ne parle pas d'une culture du passé. Je parle d'aujourd'hui. Et je pense qu'une culture commune, ça ne se règle pas par un texte de Congrès. C'est le produit d'un travail, de lectures, de cours, de débats, de luttes, de combats sociaux... Bref, c'est l'alchimie complexe d'un groupe humain décidé à apprendre en permanence et à créer des valeurs, des principes, une compréhension commune du monde.

**Deuxièmement, la question de notre militantisme.** Observons d'abord un fait : nous vivons le grand retour de la question du « parti de masse » dans la réflexion des directions des partis conservateurs, libéraux et sociaux-démocrates à l'échelle mondiale. Pourquoi ? Pour une raison très simple : la méfiance croissante des citoyens vis-à-vis des grands médias a comme

conséquence que le processus de formation des idées politiques et des votes se nourrit de plus en plus du rapport individuel, de la discussion avec l'entourage et de modes alternatifs de transmission des idées dans lequel Internet joue un rôle croissant.

En bref, la droite et les socialistes ont compris qu'une des clés de l'avenir et des élections futures c'est le nombre.

Or, cette question du nombre ne nous place pas du tout paradoxalement devant des problèmes « quantitatifs » mais au contraire devant des problèmes « qualitatifs » Comment puis-je être utile ? Comment puis-je agir ? Mon engagement est-il efficace ?

Prenons un exemple. Prenons un adhérent récent qui a pris la décision de s'engager ces derniers mois. A-t-il reçu un argumentaire sur la crise ? S'il a l'idée d'organiser une réunion « tupperware » chez lui avec des amis et d'inviter un dirigeant du Parti, combien d'heures ou de jours, ou de semaines lui seront nécessaires pour avoir une réponse ? Est-ce que nous pensons même utile cette initiative ? A la suite de cette réunion, s'il veut que ses amis reçoivent parfois des informations : est-ce possible ? Est-ce facile ?

Prenons un deuxième exemple. Il y a beaucoup d'enseignants au Parti communiste. Si l'on prend les écoles primaires, ce sont des lieux de vie très importants, avec un taux de syndicalisation fort et l'école est au cœur de grands enjeux de société. Nous disons faire le choix de l'organisation du Parti à l'entreprise. Mais réfléchissons... Sommes-nous capables de nous adresser à chaque enseignant communiste du primaire pour l'aider à rayonner sur son lieu de travail ? Il n'y a aucun obstacle technique ou financier : le taux d'équipement des enseignants à Internet est quasiment à 100%. Ce n'est donc pas une question technique. C'est une question de l'idée que nous nous faisons du rôle de la direction nationale et plus largement de la « structure PCF ».

Prenons un troisième exemple. En ce moment des dizaines de milliers d'habitants de logements sociaux vont être obligés de déménager du fait de la loi Boutin et des surloyers. Cette loi ghettoïse le logement social. Le nombre de familles concernées est énorme et c'est extrêmement dur pour les personnes concernées. Et cela pose des questions politiques très profondes. Si je suis membre d'une cellule où il y a des logements publics, si moi-même j'habite un logement public, que puis-je faire ? Le Parti me donne-t-il les éléments pour comprendre ce qu'il se passe ? Si je veux agir, si ma cellule ou ma section veut agir : est-ce que je dispose des outils pour le faire ?

Ce n'est pas que des questions de travail, d'organisation, de responsabilité de telle ou telle structure, de tel ou tel secteur de travail qui sont posées. C'est une question simple de conception du militantisme d'aujourd'hui. Faut-il distribuer des tonnes de tracts ou faut-il parler avec son voisin ou ses collègues ? Et je n'ai pas dit qu'il ne fallait plus distribuer de tracts. Faut-il continuer à nous épuiser à remplir nos agendas militants de tonnes de meetings où nous remplissons des salles de gens déjà convaincus ou au contraire favoriser la parole directe et la proximité de vie et d'expérience ? Et je n'ai pas dit qu'il ne fallait plus de meeting.

Enfin, il y a des questions que j'évoque d'un mot. Faut-il des cellules ? Oui. Faut-il des réseaux, des collectifs ? Oui. Faut-il une activité communiste à l'entreprise ? Oui. Ces débats sont derrière nous. Nous les avons tranchés. La question n'est plus « faut-il ? » mais « comment ? ».

La campagne démocrate américaine a réinventé le militantisme de proximité. Des centaines de milliers de citoyens américains ont frappé aux portes de leurs voisins, ont organisé des « cellules d'action » dans les universités et ont fait plus que d'obéir à des directives : ils ont inventé massivement la campagne de terrain. Internet a joué un rôle majeur non pas pour convaincre par écran interposé mais pour déclencher l'adhésion et le militantisme.

En disant cela, je ne cherche pas de modèle. Nous avons besoin d'un parti de masse mais pas d'un parti de supporters. Nous avons simplement à regarder en face le défi qui est devant nous, comme Parti et comme direction, pour démultiplier et rendre efficace l'action militante.

Sur cette question du militantisme, je veux enfin parler de la question des entreprises. 92% des citoyens de ce pays sont salariés. L'entreprise n'est pas seulement le lieu de la production des richesses. Elle est pour des millions de nos concitoyens, qui y passent huit heures par jour, un des lieux majeurs de formation de la conscience politique et sociale, l'un des lieux du rassemblement, le « NON » nous l'a montré. L'entreprise est l'un des cœurs de la réalité que nous voulons transformer. Alors, nous ne pouvons pas continuer à répéter machinalement, « il y a besoin du Parti à l'entreprise ». Tout le monde ici a conscience des profondes transformations du salariat, de la production et du travail lui-même par rapport au temps de la grande entreprise. Donc, « l'effort du Parti à l'entreprise », ce n'est pas qu'une question d'organisation et de choix politique. C'est un problème de conception. A qui voulons-nous parler ? Comment ? Peut-on avoir le même discours en direction de cadres de la banque-assurances, de salariés précaires des services ou des personnels du commerce et de la distribution ? Si nous ne voulons pas nous payer de mots, alors n'avons-nous pas besoin de réfléchir, de décider où doit porter l'effort ? Il n'y rien de pire que de faire un effort machinal et peu efficace. Là encore nous avons besoin d'un travail profond sur notre conception du militantisme à l'entreprise pour permettre un réel essor.

Dernier élément sur le militantisme avec la question de notre image et de notre communication. Cette question est quasiment un continent à elle seule. Dire que nous sommes maltraités par les grands médias audiovisuels est une vérité d'évidence. Mais à moins de penser que nous sommes vraiment au top, il y a quand même deux ou trois problèmes qui sont de notre fait.

Par exemple, quand nous considérons que nous avons beaucoup de militants, d'élus et quelques moyens financiers, il faut quand même voir comme un problème le fait qu'un groupe d'une centaine de personnes décidées et imaginatives par exemple sur le mal-logement font parfois cent fois plus de bruit en une semaine que nous en un trimestre.

La France a été écrasée lors de la campagne de 1940 parce que sa stratégie militaire était totalement inadaptée. Excusez la référence militaire, mais peut-être est-il temps de passer de la guerre de position, de tranchées à la guerre de mouvement.

Si la question de l'image, de la communication est en connexion profonde avec la question de notre militantisme et de notre projet, elle a néanmoins une autonomie relative.

Doit-elle devenir l'une des grandes questions politiques posées à la transformation du Parti ? A l'évidence oui. L'handicap de notre image présente doit être surmonté pour réussir.

**Troisièmement, la question de notre démocratie militante et de nos statuts.**

La question de notre démocratie militante, c'est évidemment le déroulement de nos Congrès et de nos grands moments de choix internes, de lignes politiques et de direction, de nos statuts.

Le point de départ de cette réflexion ne peut être qu'un constat. La situation actuelle ne satisfait personne. Nos statuts actuels font l'objet d'une critique forte des communistes.

Cependant, dire « les statuts sont mauvais et il faut en changer » ne fait pas franchement avancer le débat. Les changer pour quoi faire ?

Prenons les questions qui fâchent.

Le respect des décisions majoritaires. Beaucoup disent : « un des défauts des statuts, c'est que nous n'avons pas les moyens de faire appliquer nos décisions ». C'est la question des sanctions. Un homme de droit disait en parlant du PCF que la loi comme les statuts doivent être écrits pour des démons et que notre problème, c'est que nous les avons écrits pour des anges. Prenons un exemple : quand de manière répétée un membre du Parti s'acharne à tout faire pour saccager par exemple la campagne de nos candidats et pour mettre en cause localement les choix militants. Que devons-nous faire ? Actuellement, tout débat sur les sanctions provoquera des cris d'orfraies. Et pourtant le problème est simple : soit il y a un problème et il faut y réfléchir et y répondre. Soit nos discours sur le respect de nos décisions majoritaires est purement verbal et alors il faut arrêter de perdre notre temps à en parler.

Autre question qui fâche, les tendances. Il faut constater deux choses. Il existe des groupes organisés, qui se réunissent, qui définissent des stratégies politiques et de pouvoir. Et dans le même temps, nul besoin d'être grand clerc pour constater qu'une écrasante majorité de militants sont opposés au fonctionnement en tendances. Discuter « tendance or not tendance » n'a donc strictement aucun intérêt pratique. Si d'aventure nous voulions le proposer, la réponse des militants est connue d'avance. Reste que la question de notre diversité est posée et pour longtemps. Nous avons donc besoin d'y réfléchir sérieusement.

Si nous ne voulons ni du fonctionnement social-démocrate, ni de l'autoritarisme, alors le problème est ailleurs. A chaque fois que nous voulons éviter les débats politiques par des accords de sommet, nous nous plantons. Les communistes ne sont pas aveugles, ils savent quand, sur tel ou tel sujet, nous cherchons des accords politiques bancals qui occasionnent d'intenses tractations sémantiques. La solution est peut-être simple : assumer simplement la présentation claire des points de vues contradictoires qui s'expriment et ne pas chercher de faux-fuyants au moment des choix.

Et des problèmes de même nature sont posés quant au débat sur l'élection des directions, la question des listes ou encore le processus de décision sur la base commune.

Comme les statuts touchent à la question du pouvoir, il suffit d'un mot de trop pour enflammer le débat. Je vous propose donc de commencer par déposer les armes. Il n'y a aucun projet dans les cartons. Et donc nous pourrions nous donner une méthode simple. Un, poser les problèmes les uns après les autres. Deux, rechercher un consensus sur le maximum de questions posées. Trois, sur les questions faisant débat exposer les points de vue en présence.

Donc, sur la question des statuts, je propose une première phase de débat dans laquelle nous



ne nous posons pas d'abord la question de dégager une majorité sur un point de vue mais d'aller au fond des problèmes posés par les uns et par les autres. En gros, sortir des « postures » pour examiner les problèmes réels.

A partir de cette première phase, la Commission travaillant sous la responsabilité du Conseil national, celui-ci devra être saisi pour examiner le travail effectué et s'agissant des questions politiques en débat choisir une orientation.

Cette question des statuts ne saurait pour autant résumer le problème de notre démocratie militante. La démocratie militante, c'est aussi la manière dont, mois après mois, les militantes et les militants sont associés à l'élaboration de la politique de leur parti.

Ici, je ne veux soulever qu'un seul problème à titre d'exemple. La question des réseaux. Nous avons beaucoup écrit et débattu de cette question. A l'issue de l'expérience de plusieurs années, force est de constater que le nombre de « réseaux » associant réellement des dizaines de militants à l'élaboration de la politique du Parti est très faible.

A nouveau, la question n'est pas « pour » ou « contre ». Qui pourrait nier sur l'automobile, l'écologie, les services publics, sur l'international, sur l'économie, les quartiers populaires, le besoin de rassembler les militants qui souhaitent s'engager ?

La question est « comment » ? Si nous théorisons sans réussir, on nous dira : « vous êtes gentils mais on a autre chose à faire ». Si, année après année, les militants engagés ont le sentiment que leur travail n'est pas utile, pas reconnu, que des dizaines d'heures de travail ne donnent rien de concret... ils feront autre chose et ils auront raison.

Donc les questions théoriques de la « participation de l'individu communiste », de la « démocratie participative » ont besoin d'être expérimentées et évaluées.

### **3) - NOTRE CALENDRIER DE TRAVAIL, LA METHODE**

Le choix du Congrès d'une commission composée de secrétaires de section, de secrétaires fédéraux, de membres du Conseil national et de militants élu-e-s, syndicalistes, d'expériences et d'apport divers indique un chemin quant à la méthode de travail de la Commission.

Cette Commission n'a pas pour but « d'imposer » des idées aussi bonnes et révolutionnaires soient-elles. Elle a pour but de construire une vision et des propositions partagées sur la transformation du Parti. De la même manière, lorsque nous réfléchissons une heure sur une question théorique, nous devons passer l'heure suivante à en analyser les conséquences pratiques.

Cette Commission devra également travailler étroitement avec le secteur « Vie du Parti » et les Fédérations pour confronter au fur et à mesure nos propositions avec les militants eux-mêmes. Je pense par exemple que nous pourrions aller dans telle ou telle section locale ou d'entreprise pour confronter notre réflexion pendant plusieurs heures avec les militants.

Mon état d'esprit est celui d'une grande détermination mais aussi d'une grande humilité. Nous avons annoncé trop de fois des montagnes qui ont accouché de souris. Ainsi, le seul juge du travail que nous engageons sera la réalité elle-même.

S'agissant du calendrier, nous pourrions - en conformité avec notre décision de Congrès - présenter lors de la réunion d'automne des secrétaires de section un pré-rapport.

Il reviendra à la Commission d'organiser d'ici-là son travail et son rythme de réunion dans ce but.

### **Conclusion**

Il y a douze ans, à Toulouse, j'ai adhéré au Parti communiste français. J'ai adhéré au Parti qui faisait alors une promesse simple : réinventer le communisme et le Parti communiste. Douze années ont passé et cette promesse est toujours un chantier, trop souvent confus, trop souvent désordonné, trop souvent désespérant.

Nous avons souvent analysé la racine du mal. Nos erreurs. L'Est. Tant d'autres choses. Nous devons aussi regarder en face ce qui nous réunit, la racine de notre engagement. Nous avons en commun une conviction irréductible : celle de la possibilité d'un monde pleinement humain, libéré de l'accaparement, libéré de la violence, libéré d'une idéologie qui offre comme modèle d'humanité, un être seul, un narcissisme, un fétichisme de la marchandise.

Ce qui est à la racine de notre engagement, ce qui est à la racine de l'engagement de générations et de générations, est aussi ce qui a le plus souffert ces trois dernières décennies. Les causes sont multiples mais le fait est là : l'horizon de l'espoir s'est réduit, la confiance dans l'humanité, dans son avenir, dans un idéal élevé et exigeant s'est réduite. Le monde s'est désenchanté et avec lui l'engagement communiste.

C'est là sans doute l'une des victoires contemporaines du capitalisme mondialisé : avoir réussi pour un temps à briser le grand rêve, la grande espérance libératrice, qui par-delà les différents engagements politiques, a structuré le XX<sup>e</sup> siècle.

Les temps changent. Une page de l'histoire du monde est tournée. Nous sommes en train de vivre la fin de la domination absolue du capitalisme sur les consciences occidentales et mondiales. Les temps changent, brutalement. Une époque politique nouvelle est devant nous. Je le répète. Il ne s'agit plus pour nous de corriger une trajectoire inscrite dans une époque révolue. Il s'agit d'écrire au temps présent, comme nous y invite notre Congrès, une trajectoire nouvelle du communisme politique dans notre pays.